

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/06/2018

Publication : 29/06/2018

Pour l'"autorité Compétente"  
par délégation



**Direction de la Solidarité**  
Direction Études, Finances  
et Appuis de la Solidarité  
Service de la Tarification des Établissements

La Directrice Etudes Finances  
et Appuis de la Solidarité  
  
Nathalie MAILLOT

Conseil départemental  
**Haut-Rhin**

D FAS

2018/0118

**ARRETE**

du

21 JUIN 2018

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire  
et fixation du prix de journée 2018 du Foyer d'Accueil Spécialisé et du Foyer  
d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes de l'Institut  
Saint-Joseph à LUTTERBACH**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R 314-204, ainsi que ses articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45 ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** le rapport et la délibération n°CD-2017-5-4-1 du 6 novembre 2017 fixant les grands principes de tarification 2018 pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU** le rapport et la délibération n°CD-2017-6-4-1 du 8 décembre 2017 du fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2018 ;
- VU** la convention relative au versement par dotation globalisée des prix de journée en date du 22 mai 2017 intervenue entre le Département du Haut-Rhin et l'Institut Saint-Joseph ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'Institut Saint-Joseph et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R 314-21 et suivants du CASF ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## ARRETE

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2018, les recettes et les dépenses prévisionnelles agrégées du Foyer d'Accueil Spécialisé (FAS) et du Foyer d'Accueil Spécialisé pour Personnes Handicapées Vieillissantes (FASPHV) de l'Institut Saint-Joseph à LUTTERBACH sont autorisées comme suit :

Groupe I	777 700 €
Groupe II	3 156 471 €
Groupe III	851 950 €
<b>Total Dépenses (classe 6)</b>	<b>4 786 121 €</b>
Produits de tarification (Groupe I)	4 681 031 €
Autres produits relatifs à l'exploitation (groupe II)	3 000 €
Produits financiers et produits non encaissables (groupe III)	10 000 €
<i>Incorporation du résultat (excédent)</i>	70 750 €
<i>Reprise financement de mesures d'exploitation non reconductibles</i>	21 341 €
<b>Total Recettes (classe 7)</b>	<b>4 786 121 €</b>

### **ARTICLE 2 :**

La dotation globalisée agrégée des prix de journée du FAS et du FASPHV à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année 2018 à **3 358 327 €**.

Le prix de journée applicable - pour les départements autres que celui du Haut-Rhin - pour le FAS et le FASPHV de l'Institut Saint-Joseph à LUTTERBACH est fixé à compter du **1<sup>er</sup> juillet 2018** à **113,40 €**.

Le tarif afférent à la réservation correspond au prix de journée hébergement ci-dessus mentionné diminué du forfait journalier hospitalier en vigueur.

### **ARTICLE 3 :**

Le prix de journée applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2018 inclut le rattrapage de l'application du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018 du prix de journée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Madame la Directrice de la Solidarité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

La Présidente

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Brigitte Klinkert', with a long horizontal flourish extending to the right.

Brigitte KLINKERT